

reuse de ne vouloir voir que ce qui semble agréable et tout en rose et de fermer les yeux sur les choses moins agréables, sombres et difficiles, d'éloigner ceux qui en parlaient et de préférer ceux qui dépeignaient tout en couleurs joyeuses. Il entendait en ce temps seulement ce qu'il voulait entendre et le contraire l'effleurait sans laisser de trace. Ainsi la fatalité l'attirait toujours plus loin vers l'incertain, vers ce feu follet si attirant d'une lointaine couronne impériale. Mais des difficultés énormes se dressaient encore qui avaient besoin d'années pour être aplanies. Ceci aurait déjà dû être un indice infallible, qu'on aspirait à des entreprises irréalisables.

CHAPITRE IV

LES COMMENCEMENTS DE L'INTERVENTION AU MEXIQUE

L'expédition militaire au Mexique. — Jalousie et rivalité entre les nations. — Enthousiasme de l'impératrice Eugénie pour le Mexique. — Gutierrez à Miramar. — Ses flatteries. — L'empereur François-Joseph et l'archiduc Maximilien. — Première lettre de Napoléon à l'archiduc. — Petites jalousies entre les émigrés mexicains. — Gutierrez auprès du couple impérial français. — Avertissements contre l'aventure mexicaine. — L'archiduc et le pape. — L'Angleterre et l'Espagne se retirent. — Grandes espérances du couple impérial français. — La déception du 5 mai 1862 sous les murs de Puebla. — Crainte panique à la cour française. — Rien n'effraye l'archiduc.

Les trois puissances signataires de la Convention de Londres du 30 octobre 1861 avaient entre temps terminé leurs préparatifs pour une expédition au Mexique. D'après cette Convention, les trois puissances auraient dû arriver ensemble au Mexique et y montrer leurs drapeaux. Mais, grâce à la position propice de la colonie de Cuba et dans l'espoir secret de gagner, par le débarquement des 6 000 hommes de troupes espagnoles avant l'arrivée des détachements des autres puissances, une position plus favorable, le commandant espagnol, général Rubalcaba, fit débarquer son armée à Vera-Cruz déjà le 17 septembre 1861, avant l'arrivée des escadres anglaise et française. L'escadre française arriva le 9 janvier avec un effectif de 2 000 soldats d'infanterie de marine, environ 600 zouaves et des soldats de l'armée. Ces derniers avaient été envoyés sur les instances de son épouse par l'empereur Napoléon, qui avait, jusqu'au plus petit détail de l'ordre de bataille, tout réglé personnellement pour les troupes de l'expédition (1). Les Anglais ne débarquèrent que 800 hommes, comme pour mon-

(1) Voir *Mémoires du maréchal Randon*, Paris, 1877, II, p. 58, 64.

trer qu'ils ne voulaient pas complètement se désintéresser de l'action puisqu'ils avaient signé la Convention de Londres, mais qu'ils pensaient garder une grande réserve.

En même temps que les Français, le commandant espagnol, le général Juan Prim, comte de Reuss, était arrivé à Vera-Cruz. Cet homme courageux et ambitieux avait pris le commandement dans l'idée de regagner pour l'Espagne la primauté au Mexique qui lui revenait historiquement.

Hidalgo, qui connaissait Prim, craignit tout de suite des dangers pour les desseins de l'impératrice et les siens, si l'Espagne se mettait trop en avant. Invité à Compiègne au commencement de novembre, où il eut la nouvelle de la nomination de Prim, il déclara à l'instant qu'on croirait au Mexique que l'Espagne voulait faire une nouvelle conquête, ce qui pouvait rendre impossible le plan d'ériger une monarchie avec un archiduc autrichien à la tête. En conséquence il conjura l'empereur et l'impératrice d'envoyer « quelques pantalons rouges ».

« Ils les ont bleus », répondit l'empereur en souriant, faisant allusion aux pantalons bleus de l'infanterie de marine qu'il avait uniquement eu l'intention d'envoyer au commencement. Napoléon se refusa longtemps à envoyer d'autres troupes au Mexique. A la fin il céda aux instances de l'impératrice, qui s'intéressait à la question mexicaine avec tout son tempérament passionné et le zèle d'une femme qui s'est éprise de son idée. On n'envoya en attendant que 500 zouaves et une batterie d'artillerie régulière. Hidalgo ne cédait pas non plus en ce qui concernait Prim : « Il faut, Madame, dit-il à l'impératrice, empêcher à tout prix la nomination du général Prim. » Eugénie avait déjà parlé de cela à son mari et invita Hidalgo à répéter ses paroles devant le monarque. Mais Napoléon se déclara incapable d'avoir une influence quelconque sur cette nomination.

Le vice-amiral Jean-Pierre-Edmond Jurien de la Gravière avait été désigné comme commandant de l'expédition française sur terre et sur mer. Comme premier commissaire de France, il était aussi subordonné à l'ambassadeur comte Saligny. Il était le fils d'un amiral de mérite sous Napoléon I^{er} et déjà comme tel, selon l'habitude de Napoléon III, prédestiné à de hautes fonctions. Il reçut des instructions détaillées

du ministre Thouvenel (1). D'accord avec les autres puissances, l'occupation des plus importants ports de la côte y était ordonnée mais on y prévoyait une extension de l'action même jusqu'à l'occupation de Mexico. Après avoir effleuré les stipulations de la Convention de Londres sur le désintéressement des affaires intérieures du Mexique, suivait un « cependant » avec des mots très peu voilés qui disaient juste le contraire, à savoir qu'il serait bon d'encourager la partie saine de la population, si celle-ci voulait se donner un gouvernement fort et stable. En outre l'amiral Jurien reçut encore une instruction secrète de l'empereur (2). Étant données les assurances des émigrés mexicains à Paris, l'empereur s'attendait à ce que le parti monarchiste se lèverait immédiatement dès que les troupes auraient débarqué et s'entendrait avec le commandant des troupes d'intervention. Jurien devait arriver à persuader le parti monarchiste de réunir une sorte de Constituante, formée de représentants nommés et non de députés élus par toutes les provinces du Mexique. Il fallait amener cette Constituante à faire connaître ses vœux aux alliés. Le tout devait naturellement être fait en secret pour ne pas blesser les susceptibilités de l'Angleterre, qui avait émis le principe du désintéressement dans les affaires intérieures du gouvernement mexicain.

Tandis que, soit le commandant français, soit l'Espagnol Prim avaient reçu l'autorisation de pénétrer à l'intérieur du Mexique, ceci était expressément défendu au commandant de l'escadre anglaise, amiral Dunlop. L'Angleterre, quoique très réservée, s'était pourtant décidée à participer à la Convention de Londres, parce que ses sympathies pour l'Union n'étaient pas grandes depuis que celle-ci s'était séparée d'elle et parce que sa puissance, toujours grandissante, commençait à menacer la colonie anglaise du Canada.

Sans doute les sympathies allaient au Sud, mais la raison disait aux hommes d'État anglais, que la puissance du Nord était tellement plus grande, et par le nombre de la population et par les moyens matériels, qu'une défaite des États du Sud ne pouvait être qu'une question de temps. A aucun prix on

(1) Thouvenel à l'amiral Jurien de la Gravière, 11 novembre 1861. Ces instructions ont été souvent reproduites, entre autres par SCHMIT, *Histoire du règne de l'empereur Maximilien I^{er}*, I, p. 17.

(2) Jusqu'ici inconnue.

ne voulait entrer en conflit avec l'Union. La possibilité était trop proche que les États du Nord s'entendraient avec la Sécession au Sud et chercheraient des compensations au Canada. En outre les États du Nord avaient remporté depuis la Convention de Londres des victoires éclatantes sur les États du Sud. Pour l'Espagne aussi les prémisses de la participation à l'expédition avaient de plus en plus changé. La reine Isabelle II voyait qu'un Bourbon n'entraît plus en ligne de compte pour le trône du Mexique.

Lorsque Napoléon entendit que les Espagnols n'avaient pas attendu l'arrivée des deux autres puissances pour débarquer au Mexique, il comprit le danger toujours prévu par l'impératrice et Hidalgo, que l'Espagne tâcherait de s'emparer d'avance de toutes les chances qui s'offraient au Mexique. L'impératrice et Hidalgo conjurèrent de nouveau Napoléon de songer à des renforts et celui-ci se décida à envoyer le général de brigade Lorencez avec 4 500 hommes pour que le corps français soit égal en force au corps espagnol. L'ordre de Napoléon fut donné le 9 janvier (1), de suite après avoir reçu la nouvelle du procédé des Espagnols. Déjà au Jour de l'an, à la réunion des ambassadeurs à la cour, Napoléon avait fait sentir très fortement son mécontentement au représentant de l'Espagne et l'impératrice Eugénie s'exprima vis-à-vis de lui avec beaucoup d'irritation. « L'impératrice, rapportait Metternich (2), est très fâchée contre les Espagnols et dit qu'au pis-aller la France toute seule se chargerait de la chose. »

Les commissaires des puissances avaient tout d'abord fait une proclamation au Mexique dans laquelle ils disaient n'être pas venus en ennemis, mais pour aider la population à arriver à un relèvement du pays, au milieu de l'anarchie régnante et des guerres civiles perpétuelles. Ensuite les commissaires se réunirent pour stipuler les exigences qu'on devait faire au gouvernement du Mexique. L'ambassadeur de France, vu l'étendue de ses propres desseins et de ceux de son souverain, était tout à fait contre un arrangement à l'amiable avec le Mexique. Il devait donc tâcher de formuler un ultimatum, qu'il

(1) RANDON, *Mémoires*, II, p. 60.

(2) Lettre privée de l'ambassadeur, jointe au rapport de Metternich à Rechberg du 4 janvier 1862. Copie, Vienne, Archives de l'État.

savait à l'avance inacceptable pour le président. L'Angleterre au contraire se montrait de plus en plus prudente, car les États du Sud avaient subi une nouvelle défaite. Saligny estima très vaguement les dommages causés aux Français jusqu'au 31 juillet 1861 à 60 millions de francs, chiffre alors presque inouï, et fit entrevoir, pour le temps qui suivrait le 31 juillet, de nouvelles exigences. Il demandait la pleine réalisation du contrat passé entre le président Miramon et la maison de banque Jecker, c'est-à-dire le paiement de 75 millions de bons pour 3 millions trois quarts que Miramon avait reçus en réalité. Enfin Saligny demandait d'avoir le droit, comme ambassadeur de France, d'assister comme membre à chaque cour de justice qui devait juger des cas de dommages faits à des Français. Les Anglais et les Espagnols, décidés à l'avance de ne pas laisser les Français se mettre trop en avant, avaient beau jeu maintenant. Ils déclarèrent que les exigences françaises manquaient de toute base juridique réelle, démontrèrent l'impossibilité de les réaliser et allèrent si loin dans leur indignation morale que la première assemblée des puissances alliées finit par une querelle. Mais le temps pressait et il fallait arriver à une décision, car les troupes débarquées à Vera-Cruz, endroit connu pour la fièvre jaune, devaient aussitôt que possible être retirées de la ville. Mais on n'y avait amené ni chevaux, ni voitures, ni autres moyens de transport et Juarez avait fait emmener toutes les voitures et tous les animaux d'attelage qui se trouvaient à la côte. On ne pouvait en conséquence nullement songer à pénétrer plus avant dans le pays.

L'amiral français, qui voyait clair dans les choses militaires, ne pouvait pas ne pas avoir quelque arrière-pensée, malgré l'insistance de son collègue de la diplomatie. Il approuva le plan d'entrer en négociations avec Juarez à la condition que les troupes seraient, en attendant, transférées de la zone tropicale dangereuse avec ses fièvres, dans la zone tempérée à mi-hauteur de la chaîne des Andes, qui entoure le plateau du Mexique et jouit d'un climat superbe, d'un printemps presque perpétuel. Il semblait presque grotesque de s'attendre à ce que Juarez s'occupât de la santé de troupes ennemies, mais le président indien hésita pourtant à traiter les trois grandes puissances avec trop de brusquerie. Il déclara bien que le peuple mexicain ne demandait aucun secours de l'extérieur, mais en

même temps il offrit de nommer des représentants pour négocier les desiderata des alliés. Malgré tout, bien des représentants du parti conservateur avaient encore des doutes.

Ainsi François-Xavier Miranda, un ecclésiastique intelligent et estimé, regardait toute l'entreprise avec des yeux sceptiques. Comment voulait-on, avec 6 ou 8 000 hommes, soumettre un pays cinq fois plus grand que la France. « Si on commence avec des moyens si insuffisants, disait cet homme expérimenté, il sera bientôt nécessaire que l'Europe fasse des sacrifices deux fois plus grands que ceux qui eussent été nécessaires tout d'abord. Ou bien on serait obligé de se retirer avec des promesses vaines et des traités défavorables (1). »

Juarez connaissait la situation. Bien que décidé à négocier avec les puissances européennes, il était d'un autre côté tout à fait décidé à faire sentir à ses Mexicains, avec l'énergie la plus brutale, qu'il regarderait comme un traître quiconque, d'une manière ou d'une autre, favoriserait les puissances intervenantes. Il alla encore plus loin : il proclama une loi, d'après laquelle toute personne qui apporterait à l'intervention un secours quelconque, politique, militaire ou économique, serait condamné à mort (25 janvier 1862). Ce décret fit une impression profonde dans le pays. La façon d'agir énergique du président et les exemples terrifiants qu'il établit, eurent des suites funestes pour les alliés. Partout ils rencontrèrent des mines où se traduisait la haine ou du moins la peur devant les suites d'une violation de la loi de Juarez. La chose n'était pas si simple que les émigrés mexicains l'avaient démontré à Paris et que le couple impérial se l'était laissé suggérer. Mais en attendant, celui-ci vivait encore dans ses belles illusions.

Enfin les stipulations convenues eurent lieu. Le 19 février 1862, les délégués des deux côtés se rencontrèrent à la Soledad. Prim prit la parole pour les alliés. Il assura avant tout l'établissement des troupes alliées dans trois endroits (2) sains et situés à une certaine hauteur, et déclara que les puissances n'avaient nullement l'intention de violer l'indépendance, la souveraineté, ni l'intégrité territoriale du Mexique.

(1) François-Xavier Miranda à Gutierrez. La Havane, 7 décembre 1861. Copie. Vienne, Archives de l'État.

(2) Cordoba, Orizaba et Tehuacan.

Prim entrevoyait déjà l'éventualité que son gouvernement se retirât de l'entreprise. Les préliminaires de Soledad étaient en tous les cas une approbation indirecte du gouvernement proscrit de Juarez.

Comme son collègue anglais, Prim avait de suite envoyé un rapport à son gouvernement sur l'ultimatum rigoureux et demandé des instructions. Comme il ne pouvait pas les avoir avant la mi-avril, il lui fallait à tout prix gagner du temps. Il pouvait baser son attitude envers l'amiral Jurien sur le fait de la situation peu favorable du corps d'expédition, bien faible en nombre, et déclarer qu'il fallait avant tout gagner du temps pour pourvoir les troupes de moyens de transport. L'amiral était d'autant plus disposé à accepter de telles propositions militaires, qu'il était d'avis qu'une action de grand style au Mexique entraînerait son pays dans une entreprise aux suites désastreuses. Seul Saligny fidèle à son plan, qu'il savait aussi être celui de la cour impériale française, se défendait et ne voulait à aucun prix traiter avec Juarez. C'est seulement lorsque l'amiral fit valoir la sûreté du corps expéditionnaire qu'il laissa conclure le pacte de Soledad, sans toutefois signer le brouillon (1). Au bas de la Convention imprimée on mit ensuite le nom de Saligny ainsi que tous ceux des participants à la conférence. De cette manière il pouvait à la rigueur toujours dire que son nom figurait par erreur sur le document. Par son attitude, l'amiral Jurien de la Gravière n'avait point su obtenir les sympathies des conservateurs mexicains. Plein de rancune, Miranda avait écrit à Gutierrez (2) que l'amiral était la plus radicale nullité qu'on puisse imaginer, l'homme le plus faible, le moins résolu et le plus changeant qu'il connaisse. Gutierrez se chargea de faire connaître en haut lieu cette lettre qui ne manqua pas de produire son effet.

Si les alliés gagnaient du temps par ces préliminaires, Juarez en gagnait aussi. Il fit ses préparatifs. Ses menaces et la peur mortelle que ses lois propageaient accrurent encore l'agitation dans le pays. Le brigandage, le pillage et le meurtre étaient à l'ordre du jour. L'anarchie et un désordre complet régnaient

(1) SCHMIT DE TAVERA, *l'Empereur Maximilien I^{er}*, p. 188.

(2) Miranda à Gutierrez, Vera-Cruz, le 26 novembre 1862. Vienne, Archives de l'État.

dans une partie du pays. Seuls quelques adhérents du parti conservateur, avec de petits détachements de troupes, cherchèrent à se ranger du côté des alliés. Le puissant parti monarchiste, qui devait se lever dès le débarquement des alliés, ne se laissait voir nulle part.

Mais l'Europe et Paris étaient loin et l'impératrice Eugénie s'enthousiasmait de plus en plus pour le Mexique et pour les espérances de son protégé Ferdinand-Maximilien au trône qui devait y être érigé. Elle s'occupait avec le plus grand zèle des questions financières et des garanties, plus ou moins limitées dans le temps, pour la durée du futur trône. Elle montrait, en cette occasion, l'optimisme le plus parfait, que Napoléon, il est vrai, ne partageait pas entièrement, sans pour cela apporter moins de zèle à la chose. Sa vanité était très flattée, lorsque Rechberg parlait dans une dépêche, destinée à être lue par l'empereur, de la part du lion qu'avait Sa Majesté de France dans la question du Mexique. Napoléon avait, au commencement, réellement craint un refus de la part de la cour d'Autriche (1). Il fut agréablement surpris de l'acceptation conditionnelle. Il déclara la chose très simple pour lui-même et pour Metternich : ou bien les Mexicains accepteraient simplement le prince qui leur avait été désigné en temps et lieu, ou bien ils essaieraient de prolonger indéfiniment l'état d'anarchie. Dans le premier cas la chose était faite, dans le second il s'agissait d'attendre. Il fallait éviter de mettre en avant le nom de l'archiduc avant le moment propice. En attendant c'était le devoir de Napoléon de préparer les voies et de remplir consciencieusement les conditions exigées. L'archiduc ne devait paraître sur la scène que lorsque tout serait prêt. « Vous pouvez être sûr et certain, disait Napoléon à Metternich, que cela ne dépendra pas de moi que mes démarches ne soient couronnées de succès. » Gutierrez d'Estrada avait, entre temps, ardemment mais prudemment, travaillé à Paris et à Rome, tout en restant éloigné de sa patrie. De plus en plus l'archiduc Maximilien était attiré par les nombreuses lettres flatteuses et pleines de phrases de cet homme, qu'il n'avait encore jamais

(1) Napoléon à Metternich ; voir le rapport de ce dernier à Rechberg. Compiègne, 16 novembre 1861, original et copie. Vienne, Archives de l'État.

vii. La réserve que Ferdinand-Maximilien s'était imposée tout d'abord, suivant le conseil de Rechberg, disparaissait peu à peu. Gutierrez reçut des lettres de l'archiduc, qui exprimaient bien encore toutes sortes d'hésitations, mais ne laissaient plus en doute le souhait de l'archiduc que le projet devienne une réalité.

Gutierrez, qui savait par sa belle-mère combien l'archiduc était influençable dans les relations personnelles, demandait toujours plus vivement l'autorisation de se rendre à Miramar, pour se présenter et à la même occasion pour obtenir une audience auprès de l'empereur François-Joseph et auprès de Rechberg. Il réussit enfin à réaliser son vœu. Vis-à-vis de Rechberg il fit valoir un nouvel atout. Il fit entendre au ministre qu'il serait avantageux de faire rentrer les évêques, bannis par Juarez et qui vivaient actuellement à Rome, à la suite de l'intervention au Mexique, puisque ceux-ci étaient tous monarchistes et utiliseraient leur influence pour l'élection de l'archiduc. Il nomma avant tout son ami intime, Labastida, archevêque de Puebla.

Rechberg y consentit et donna l'ordre à l'ambassadeur d'Autriche à Rome, le baron Bach, d'exercer au plus vite son influence, afin que les évêques mexicains mettent tout le poids de leur avis dans la balance pour l'archiduc. Ensuite le diplomate mexicain se rendit à Miramar, où il parla à l'archiduc, dans des entretiens de plusieurs heures, de la beauté de son pays, de ses malheurs et du bonheur que le prince procurerait à ce peuple, si durement éprouvé, du Mexique, en acceptant ce trône. Mais il ne disait pas qu'il n'avait pas revu cette belle patrie depuis près de vingt ans. Gutierrez choisit aussi l'occasion pour obtenir de pouvoir rendre visite à l'empereur Napoléon. L'archiduc écrivit tout de suite dans ce sens à Rechberg en ajoutant qu'il serait à son avis regrettable si la cour française s'aliénait ce serviteur fidèle. L'archiduc fut tout à fait charmé par les flatteries et attiré par l'avenir que Gutierrez lui dépeignait sous les couleurs les plus roses. Le Mexicain pouvait être content de son œuvre. Après son départ il remercia en termes exaltés l'archiduc de l'accueil qui lui avait été fait (1)... « Je n'oublierai jamais, écrit-il, l'heure où je Vous ai

(1) Gutierrez de Estrada à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 28 décembre 1862. Original, Vienne, Archives de l'État.

vu pour la première fois et je compterai ce jour, comme celui de mon mariage, parmi les plus beaux de ma vie! » A la fin il pria de rendre ses hommages à l'archiduchesse « dont il baisait les pieds royaux ». Ce passage de sa lettre était en outre souligné. Ainsi écrivait l'homme qui eut, avant l'acceptation de la couronne, la plus grande influence sur l'archiduc.

Ainsi Gutierrez avait éveillé dans l'âme du prince les espérances les plus fières.

Napoléon III trouvait aussi le temps venu pour parler directement de l'affaire mexicaine avec l'archiduc. Il y fut surtout poussé par l'impératrice, qui s'enthousiasmait de plus en plus pour la candidature. Le prince Metternich fut donc appelé auprès du couple impérial. Là il eut l'occasion de constater l'enthousiasme de l'impératrice et l'intention de Napoléon, de se vouer complètement à la cause mexicaine. Le couple impérial s'entretint longuement de la chose et souhaita de connaître avant tout les intentions de l'archiduc sur les trois points suivants : premièrement, la question d'un emprunt, question qui semblait à Napoléon la plus facile à résoudre. Ensuite celle du voyage de l'archiduc sur un vaisseau autrichien, ce qui dépendrait complètement de l'empereur François-Joseph. Le troisième point enfin semblait à l'empereur des Français le problème le plus délicat et le plus important. C'était la question d'une armée, destinée à protéger le nouveau régime. L'empereur aurait préféré voir un corps d'armée autrichien accompagner l'archiduc, mais il se rendit aux représentations de Metternich qui lui fit remarquer que l'Autriche n'était pas une puissance maritime et partant ne pouvait aucunement garantir le cours des événements au Mexique contre les vicissitudes de l'avenir. L'empereur déclara à la fin que ce serait à ceux qui avaient offert la couronne à l'archiduc à lui garantir son trône. Il suffirait à cette fin d'une garde de 500 hommes, car les généraux mexicains, qui, sans aucun doute, se prononceraient pour le nouveau régime, amèneraient au gouvernement une puissance armée suffisante pour le commencement. Metternich envoya de suite un rapport de cet entretien à Vienne (1), d'où

(1) Prince Richard Metternich au comte Rechberg, 22 décembre 1862, lettre privée, copie jointe à la lettre du comte Rechberg à l'archiduc, du 25 décembre 1861, Vienne.

il fut communiqué directement à l'archiduc. Celui-ci éprouva le plus vif plaisir d'apprendre ces nouvelles. A la fin de l'année il écrivit avec la plus vive satisfaction, à Rechberg (1), qu'il voyait que l'affaire du Mexique approchait de plus en plus d'une issue réjouissante et qu'il le pria d'exprimer à l'ambassadeur à Paris, prince Metternich, son approbation parfaite.

Comme la chose semblait déjà si avancée, un entretien entre l'archiduc et son frère l'empereur François-Joseph semblait devenu très nécessaire. L'occasion s'offrit lors d'un séjour de l'empereur à Venise, les derniers jours de l'année 1861. L'archiduc Ferdinand-Maximilien s'y rendit de Miramar et, la veille de la Saint-Sylvestre, les deux frères délibérèrent longuement sur toute la question (2). L'empereur François-Joseph avança à son frère 200 000 florins pour suffire aux premières dépenses, provenant de la candidature mexicaine. L'apanage de 100 000 florins par an devait, après l'acceptation de la couronne, être utilisé pour restituer cette somme. Au commencement on devrait faire un emprunt de 25 millions de piastres mexicaines (dollars) que la maison Rothschild se chargerait de trouver, mais il faudrait veiller à ce qu'à côté des capitalistes français, on arrivât aussi à intéresser des capitalistes anglais.

Pour la question militaire, l'empereur François-Joseph promit à son frère de faire sur le territoire de la monarchie des enrôlements pour un corps franc, qui accompagnerait l'archiduc au Mexique. L'archiduc devait écrire à son beau-père, le roi Léopold, et le prier d'autoriser également des enrôlements en Belgique.

Au point de vue politique, si l'Europe reconnaissait le sud de l'Union de l'Amérique du Nord comme État indépendant, celui-ci devait en revanche s'engager à respecter l'intégrité et l'indépendance du Mexique.

L'archiduc, pour avoir la main libre, recevrait un congé comme chef de la marine autrichienne. Le voyage au Mexique

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au comte Rechberg, 27 décembre 1861, brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) D'après un court mémoire de l'archiduc, écrit après l'entretien et une lettre qu'il écrivit à Rechberg le 1^{er} janvier 1862, brouillon, Vienne, Archives de l'État.

se ferait en tous les cas sur un vaisseau autrichien. Même en cas d'une guerre, que l'empereur François-Joseph croyait alors très probable, on devrait trouver un moyen, par exemple en déclarant la neutralité dudit vaisseau.

Au Mexique, il s'agirait d'établir une régence provisoire, dont la durée serait aussi courte que possible. Elle devrait se composer de trois hommes ; et sur le conseil de Gutierrez, en tous les cas de Santa-Anna et d'un évêque. La régence ne pourrait promulguer de décrets et de lois que sous la réserve expresse de l'approbation de l'empereur. Santa-Anna recevrait 36 000 scudis, comme président, et, à son choix, le titre de duc de Vera-Cruz ou de Tampico et accompagnerait le nouvel empereur à son entrée dans la capitale.

Les deux frères discutèrent en outre une foule de questions, par exemple la composition de la cour, les dames qu'il faudrait emmener pour la suite de l'impératrice, etc. De Pont accompagnerait l'empereur comme ambassadeur d'Autriche, le comte Corona comme « rédacteur espagnol, secrétaire, interprète, etc. »

L'ordre de Notre-Dame de la Guadeloupe, un pèlerinage mexicain, fondé par Iturbide, serait restauré. Un nouvel ordre de San-Fernando et un ordre pour les dames, l'ordre Carlotta, devraient être fondés.

Comme on le voit, dans ces entretiens, les deux frères s'étaient occupés même des petits détails, ce qui montre combien ils comptaient déjà avec assurance sur la réussite du projet.

Jusqu'à présent, outre la correspondance entre l'archiduc et Gutierrez, toutes les négociations entre Paris et Vienne s'étaient faites de vive voix ou par des intermédiaires. Après l'entretien de Venise, Ferdinand-Maximilien renonça à ce système, d'accord avec son frère, et répondit aux trois questions de Napoléon, transmises par Metternich dans une lettre personnelle (1), adressée directement à l'empereur des Français. Cette lettre écrite en des termes d'une amabilité effusive, et très flatteuse pour Napoléon, démontrait combien tout le plan souriait à Ferdinand-Maximilien et combien il était reconnaissant à Napoléon et à Eugénie de s'y intéresser si chau-

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Napoléon III. Miramar, 2 janvier 1862. Brouillon écrit de la main du baron De Pont. Vienne, Archives de l'État.

dement et d'avoir mis en avant son nom pour la candidature. L'archiduc rappelait à l'empereur sa visite à Saint-Cloud comme un de ces souvenirs qui font époque dans la vie, et à l'occasion de laquelle Napoléon avait gagné en Ferdinand-Maximilien un admirateur de plus. Abordant les explications demandées, Ferdinand-Maximilien écrivait que Napoléon se créerait de grands titres à la reconnaissance du Mexique s'il voulait faciliter un emprunt de 25 millions de piastres. L'empereur son frère était d'accord avec lui, pour qu'un vaisseau autrichien accompagnât l'ancien chef de la marine au Mexique. « En ce qui concerne le troisième point, indiqué par Votre Majesté, écrivait l'archiduc, il me semblerait dangereux, assurément, de mettre le nouveau pouvoir à la merci des généraux mexicains, habitués à l'anarchie. Il faudrait que le souverain du Mexique fût entouré d'une force armée à lui. Ce serait donc mon désir de me faire accompagner par un petit corps de troupes, composé d'hommes enrôlés en Europe, mais qui porteraient la cocarde et le drapeau mexicains, et dont les vides seraient peu à peu comblés par des Mexicains et qui formeraient ainsi le noyau d'une armée indigène.

« Je me féliciterais si ma manière d'envisager ces trois questions était conforme aux vues sages et élevées de celui dont je me fais la gloire d'être le disciple. »

La lettre se terminait par la déclaration que la condition formelle pour l'acceptation de la couronne était le vœu clairement exprimé par la nation mexicaine. Metternich reçut l'ordre de transmettre cette lettre à l'empereur Napoléon et d'y ajouter encore de vive voix que l'archiduc désirerait qu'une reconnaissance possible des États du Sud soit accompagnée de la condition d'une garantie pour l'indépendance du Mexique. Il demanderait aussi que toute tentative de vente de territoire par Juarez, ou d'un laissez-passer pour les troupes des États du Nord soient immédiatement l'objet d'une protestation énergique.

Napoléon partageait complètement les vues de l'archiduc (1) et lui conseilla en outre de subventionner des agents spéciaux. Il avait en vue de faire partir de suite le général Almonte pour le Mexique. Il devait y travailler en commun avec le com-

(1) Metternich à Rechberg, 8 janvier 1862. Vienne. Archives de l'État.

mandant de l'expédition pour la candidature de l'archiduc. Le général possédait la pleine confiance de l'empereur, connaissait tous les plans et reçut l'ordre de se rendre avec la réponse de Napoléon à Miramar, pour avoir encore, avant son départ pour le Mexique, l'occasion de discuter toutes ces questions avec l'archiduc. Ceci fut fait et Almonte apporta la lettre de Napoléon (1).

Après quelques phrases aimables préliminaires, Napoléon y disait combien il désirait voir Son Altesse Impériale à la tête d'une grande et noble entreprise dont le succès était assuré par des qualités personnelles et la considération dont jouissait l'illustre maison à laquelle l'archiduc appartenait. « Jamais, disait la lettre, une œuvre n'aura été plus grande dans ses résultats. Car il s'agit d'arracher tout un continent à l'anarchie et à la misère, de donner l'exemple à toute l'Amérique d'un bon gouvernement, enfin de relever en face d'utopies dangereuses et de désordres sanglants le drapeau monarchique, symbole d'une sage liberté et d'un amour sincère du progrès.

« Les idées que Votre Altesse Impériale veut bien me communiquer me paraissent très justes et, quand le moment sera venu, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour en faciliter la réalisation.

« Désormais je serai très impatient d'apprendre comment les choses se passeront au Mexique. Au début, en présence des méfiances de l'Angleterre, je n'ai pas osé envoyer plus de troupes au delà des mers. Je le regrette maintenant. Cependant j'expédie de nouveau 600 zouaves et je ne crois pas qu'il y ait là-bas une sérieuse résistance. Cette lettre vous sera remise par le général Almonte. C'est un très brave homme et de plus un homme très capable et très estimé. Je crois que Votre Altesse Impériale fera bien de lui donner ses pleins pouvoirs et de le choisir comme centre d'action et agent principal. Il va partir pour le Mexique et sa présence là-bas sera, je crois, d'une grande utilité. »

L'impératrice Eugénie avait aussi donné à Almonte une lettre pleine de paroles aimables à l'adresse de l'archiduchesse Charlotte. Elle y mentionnait le rapport du commandant d'un

(1) Napoléon III à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 14 janvier 1862. Original. Vienne. Archives de l'État.

vaisseau français, le *Foudre*, stationné devant Vera-Cruz. Celui-ci dépeignait la situation anarchique au Mexique, sans être allé plus loin que Vera-Cruz et même peut-être sans avoir mis le pied sur la terre mexicaine. L'impératrice écrivait (1) : « Cet homme a, sans connaître les instructions données à l'amiral Jurien, pourtant trouvé dans le pays le germe de cette idée monarchiste, que nous n'avons qu'à développer et à mener à bonne fin avec l'aide de Dieu. »

Pendant le séjour d'Almonte à Miramar tout fut délibéré d'une façon très détaillée, et ensuite mis en un protocole point par point (2). D'après ce protocole on avait considéré comme nécessaires, pour l'appui du gouvernement au Mexique, au moins 10 000 hommes. Jusqu'à la création de cette troupe, l'armée française resterait dans le pays, ensuite on pourrait compter sur une armée indigène de 6 à 8 000 hommes. En plus, on devait essayer de prendre un emprunt de 5 millions de dollars comme hypothèque sur les biens du clergé non encore vendus et évalués à 25 millions environ. Mais il fallait pour cela d'abord demander le consentement du pape.

L'archiduc devait, peu à peu, comme empereur concéder un Sénat, une Chambre des députés et un Conseil d'État, comme en France. Pour la régence intermédiaire entraient en ligne de compte : Santa-Anna, Labastida et Almonte. Enfin on se proposait d'ériger une nonciature pour le Mexique, d'accélérer le départ des évêques de Rome et de travailler à l'union de tous au Mexique.

Almonte avait par hasard rencontré à Miramar l'évêque mexicain Labastida, que l'archiduc avait invité sur le conseil de Gutierrez afin de rechercher la protection du pape et de l'Église pour son règne futur. On avait aussi, à cette occasion, discuté la question des biens de l'Église, sécularisés par Juárez, sans pourtant arriver à une solution définitive. Labastida fit remarquer qu'on ne pouvait rien décider là-dessus ni en aucune autre question religieuse importante sans s'être concerté avec le pape. Il s'engageait

(1) L'impératrice Eugénie à l'archiduchesse Charlotte, 3 novembre 1862. Original. Vienne, Archives de l'État. Les rapports du commandant du *Foudre*, dont une copie fut envoyée à l'archiduc, s'y trouvent aussi.

(2) Copie. Vienne, Archives de l'État. Sous le titre *Points pour l'accomplissement du projet*.

à négocier ces questions à Rome directement avec le pape. Gutierrez, en apprenant la mission d'Almonte à Miramar, fut extrêmement jaloux qu'un autre que lui ait reçu des ordres de Napoléon pour l'archiduc. Il se décida à l'instant d'écrire à ce dernier sur le compte d'Almonte (1), car il sentait que celui-ci avait de plus en plus gagné la faveur de l'archiduc et il ne voulait pas se laisser éclipsé par un autre. Il écrivait à Miramar qu'Almonte, qui voulait demander à Vienne de l'argent et des troupes, n'avait pas l'intention de travailler de concert avec Santa-Anna, mais de se mettre à sa place. Qu'il n'était pas un aide mais un adversaire et un concurrent mal déguisé. Lorsque Gutierrez lui avait demandé pourquoi il n'allait pas au Mexique en même temps que Santa-Anna, celui-ci avait répondu que Santa-Anna devait seulement y aller, qu'il le suivrait sur-le-champ. Gutierrez, qui voulait à tout prix avoir en main tous les fils directeurs de l'affaire en Europe, écrivait : « L'unité d'action est absolument nécessaire entre les trois ou quatre Mexicains qui s'occupent de cette question en Europe. » « J'ose croire, ajoutait-il, en se visant évidemment lui-même, qu'il serait bon d'exprimer clairement lequel d'entre nous doit être regardé comme l'instrument de la volonté de Son Altesse Impériale et Royale l'archiduc Ferdinand-Maximilien. » Cette lettre, longue de quatorze pages, montrait clairement l'ambition de l'auteur et la rivalité qui existait parmi les « trois ou quatre » Mexicains de l'Europe.

Almonte reçut à son retour une lettre de l'archiduc pour Napoléon et une de l'archiduchesse pour l'impératrice des Français.

L'archiduchesse y remercie Eugénie en termes chaleureux de s'intéresser à la sainte cause, au lancement de laquelle elle était visiblement désignée par la Providence pour donner ainsi un nouvel essor à la religion catholique chez un peuple tourmenté par les discordes civiles. Elle insistait aussi sur l'origine espagnole de l'impératrice qui la rendait d'autant plus capable de remplir sa mission, vu les éléments espagnols au Mexique (2).

(1) Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. La lettre porte au commencement la date du 16 janvier 1862 et à la fin du 17 janvier 1862. Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduchesse Charlotte à l'impératrice Eugénie. Brouillon, Miramar, 22 janvier 1862. Vienne, Archives de l'État.

Les avertissements de Gutierrez n'étaient pas arrivés à temps à Miramar. Almonte fut comblé de preuves de sympathie. A son retour il se rendit aussi chez l'empereur François-Joseph à Vienne, qui lui donna audience et assura en général de faire tout ce qui lui serait possible dans l'intérêt de l'archiduc (1). Le général voulut tout de suite emporter au Mexique une avance sur un emprunt de 200 000 dollars, mais l'empereur refusa, en faisant valoir qu'on ne pouvait songer à un emprunt qu'après une issue heureuse de l'affaire.

Napoléon lui-même s'était déjà plusieurs fois porté garant pour une avance d'argent à Almonte par l'archiduc et était toujours revenu sur ce sujet malgré divers refus. Il avait même fait dire à l'archiduc que s'il ne refusait pas en principe un secours en argent, il n'avait qu'à adresser les lettres de crédit à Napoléon qui se chargerait de les faire parvenir à Almonte au Mexique sans dire la provenance et même, si l'archiduc le désirait, en disant que l'empereur avait lui-même avancé cette somme (2). Metternich lui-même était de l'avis qu'on ne pouvait plus refuser et « qu'il faudra passer par une ou deux centaines de mille francs ».

L'archiduc pria donc Rechberg, s'il le voulait bien, de faire parvenir par le Rothschild de Paris, à Almonte une somme égale au don de 50 000 francs de Napoléon. L'empereur François-Joseph, instruit du souhait de l'archiduc d'avoir un intermédiaire spécial pour les affaires mexicaines à Paris, ne voulait pas enlever la direction des mains de Metternich. Mais Maximilien insista, car, tout en reconnaissant les mérites de Metternich et de Rechberg, il sentait pourtant que ces deux hommes et surtout l'ambassadeur n'étaient pas du tout aussi épris du projet que lui-même. De là l'effort pour éloigner Metternich totalement et Rechberg autant que possible.

L'archiduc répondit ensuite à Gutierrez et lui raconta la visite d'Almonte, qui lui avait été chaudement recommandé par Napoléon. Comme pour s'excuser, il écrivait qu'il avait été absolument nécessaire de faire entrer Almonte dans le

(1) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Paris, 30 janvier 1862. Vienne, Archives de l'État.

(2) Metternich à Rechberg. Paris, 14 mars 1862. Vienne, Archives de l'État.